



TYPHANIE AFSCHRIFT
PROFESSEURE
ORDINAIRE À L'ULB

Italie: menace sur des libertés

Après la Suède, c'est l'Italie qui connaîtra prochainement l'arrivée au pouvoir d'un parti de droite radicale, Fratelli d'Italia. Non seulement la coalition dont ce dernier fait partie avec la Lega Nord, parti de droite dure, et Forza Italia, du vieux Silvio Berlusconi, a remporté une large majorité, mais à l'intérieur de cette majorité, c'est bien le parti de Giorgia Meloni qui se révèle ultra-dominateur.

On entend parfois certaines voix libérales y trouver un élément positif, tellement la politique italienne des dernières années s'est révélée décevante avec la poursuite du système très étatiste qui suppose des impôts lourds et des dépenses élevées, un peu comme dans le reste de l'Europe, et un manque total d'efficacité de mesures de type keynésien qu'affectionnent les sociaux-démocrates, présents jusqu'ici au pouvoir avec les très redistributeurs populistes du Mouvement Cinq Etoiles.

Même en économie, il ne faut pourtant pas s'attendre à la moindre amélioration avec l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Certes, celle-ci propose des réductions importantes d'impôts et souhaite réduire le pouvoir de la bureaucratie européenne sur les Etats membres. Mais elle ne peut, seule, changer les règles européennes et il n'est pas crédible de proposer à la fois des réductions d'impôts et des augmentations de dépenses, et c'est plutôt un accroissement du rôle de l'Etat que la droite de Meloni souhaite. La droite aime l'Etat et l'autorité, à l'image de Mussolini qui ne voulait "rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat". Belle similitude, une fois de plus, avec la gauche d'aujourd'hui...

Pour le reste, l'arrivée d'un tel parti au pouvoir, c'est surtout un risque sensible de perte de liberté. Ce l'est d'abord dans les domaines préférés des partis souverainistes, comme en Hongrie, avec une volonté politique de lutter contre l'immigration, souvent au mépris des droits humains.

Un des slogans favoris de la future dirigeante italienne fait plutôt peur. Il s'agit de "Dieu, patrie, famille". En fait, il s'agit du slogan à peine revisité, et en pire, du maréchal Pétain "Travail, Famille, Patrie". Ce n'est déjà pas de bon augure, d'autant plus qu'on remplace le terme "Travail", par celui de "Dieu". Ce n'est évidemment pas compatible avec les règles de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Quant à la défense de la famille, ce n'est évidemment pour Meloni que celle de la famille qu'elle présente comme "traditionnelle", au mépris des droits des individus qui font partie des minorités. Son hostilité à l'égard des milieux LGBT n'a d'égal que celle qu'elle manifeste à l'égard des étrangers. Bref, comme toujours avec l'extrême droite, ce sont les différences que les Fratelli d'Italia n'aiment pas.



C'est plutôt un accroissement du rôle de l'Etat que la droite de Giorgia Meloni souhaite. La droite aime l'Etat et l'autorité, à l'image de Mussolini qui ne voulait "rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat".

Cela vaut aussi en économie, domaine dans lequel, toujours aussi rétrograde, Giorgia Meloni, à l'image de certains dirigeants wallons de gauche, veut défendre le "made in Italy" comme d'autres le "produit wallon". Elle ne se rend pas compte qu'en rejetant le libre-échange, elle ne peut qu'augmenter les prix dans une Italie déjà victime, comme toute l'Europe, d'une redoutable inflation, elle-même résultat dans une large part de la politique monétaire de son prédécesseur, Mario Draghi, lorsqu'il dirigeait la Banque centrale européenne. **t**